



DES ACTIONS CLÉS CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS DE LA FORESTERIE ET L'AGRICULTURE AU NIGER



Les plantes indigènes qui sont résistantes à la sécheresse sera important pour l'adaptation aux changements climatiques au Niger. Photo: BBC

→ Plus de \$EU 2.5 milliards sont nécessaires jusqu'en 2030 au Niger pour faire face à des actions prioritaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et l'utilisation des terres et pour s'adapter aux impacts des changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Selon une évaluation nationale des investissements finalisée en Septembre 2010, près de 75% de ces fonds sont nécessaires pour améliorer l'accès à l'énergie grâce à l'utilisation de solutions de recharge au bois de chauffage.

De plus, \$EU 374 millions sont nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage pour faire face aux effets des changements climatique, une priorité essentielle, compte tenu de l'importance de ces deux secteurs pour les populations nigériennes.

Les contraintes climatiques constituent l'un des principaux facteurs limitant le développement socio-économique du Niger. Avec ces informations, le gouvernement du Niger est maintenant bien placé pour parler des coûts réels des changements climatiques dans les négociations internationales sur les changements climatiques. Les travaux ont été réalisés dans le cadre d'un projet mondial du PNUD, 'Renforcement des capacités des décideurs face au changement climatique', dans lequel 20 pays participent. Le projet est financé par les gouvernements de Norvège, Suisse, Espagne, Finlande, le PNUD et la Fondation des Nations Unies.

<http://www.undpcc.org/fr/niger>

Choix des secteurs

La contribution du secteur **forestier** au Produit Intérieur Brut (PIB) est estimée à 17 %. Les ressources forestières bien qu'insuffisamment maîtrisées sont d'une importance stratégique pour les populations qui en dépendent pour la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Pour l'adaptation, le secteur **agriculture/élevage** fait partie des secteurs les plus vulnérables aux changements climatiques. Aussi, l'économie nigérienne est essentiellement rurale, le secteur primaire occupe environ 85% de la population active. Il participe au PIB pour 44% en 2008.

Arrangements institutionnels

Au niveau national, la tutelle du projet est assurée par le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD), institution rattachée au Cabinet du Premier Ministre à travers son Secrétariat Exécutif (SE/CNEDD) avec l'appui de la Commission Technique Nationale sur les Changements et Variabilité Climatiques (CTNCVC). Une unité de coordination du projet a été placée au SE/CNEDD et coordonne les activités de l'ensemble du projet.

L'ONG OSEILED a été contractée par l'Unité de coordination du projet pour l'exécution de l'évaluation à travers l'élaboration de deux études (adaptation et atténuation), et a mis en place deux équipes d'experts pluridisciplinaires. Un grand nombre d'institutions nationales ont aussi fourni des données et autres informations critiques à l'équipe. Ces équipes ont été formées par le Centre d'excellence régional, le PAN-Africain START Secrétariat (PASS), basé en Tanzanie, dans l'utilisation d'une méthodologie de PNUD pour l'évaluation des investissements et flux financiers dans un


L'ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS ET FLUX FINANCIERS : LES RESULTATS SECTORIELLES

Objectifs de l'évaluation

L'objectif général de l'évaluation des I&FF est de déterminer l'ampleur et les sources des fonds nécessaires pour faire face aux préoccupations des changements climatiques au niveau national. Cette évaluation des I&FF repose sur les stratégies, plans et programmes adoptés par le Gouvernement du Niger. En substance, l'évaluation cherche à répondre à la question : « *Dans une perspective de développement, qu'est-ce que mon pays doit faire pour faire face aux changements climatiques dans certains secteurs clés, et quels apports financiers seront nécessaires pour atteindre les objectifs?* »

Dans ce contexte, l'équipe examine les questions suivantes:

- Quelles sont les options d'adaptation/d'atténuation pour les secteurs sélectionnés, dans les 25 prochaines années ?
- Qui investit dans le secteur / quels sont les principaux acteurs et sources ?
- Quelles modifications / augmentation des I&FF seront nécessaires dans le secteur ?
- Quels seront les besoins généraux d'I&FF supplémentaires pour faire face aux changements climatiques



“A l'issue de l'évaluation des flux d'investissements et financiers, nous espérons disposer d'un outil de prise de décisions pour les décideurs pour orienter les investissements en termes d'adaptation dans le secteur de l'agriculture et de l'atténuation dans le secteur de la foresterie. Les résultats de l'évaluation permettront ainsi l'élaboration d'options de politiques visant à faire face aux changements climatiques. Les résultats de l'évaluation seront présentés aux autorités politiques pour leur prise en compte dans l'élaboration des budgets nationaux d'investissement ou dans tout autre exercice de planification nationale”
M. Gousmane Moussa, Point focal national du Niger.

L'évaluation I&FF est faite à l'horizon temporel 2005-2030 pour les scénarios de base et d'adaptation ou d'atténuation. Les unités comptables sont les dollars américains en valeurs constantes 2005 (1\$EU = 527,5 CFA). C'est ainsi qu'il a été convenu de garder la dénomination des trois entités avec pour compréhension pour le cas du Niger, ménages (familles, exploitants individuels), entité gouvernementale (Etat) et entreprises (ONG et privés).

Pour la foresterie (l'atténuation des gaz à effet de serre)

L'équipe d'experts nationaux a établi que \$EU 2,17 milliards sont nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur forestier, à travers les actions prioritaires de reboisement (\$EU 266 M) et la substitution de l'énergie (\$EU 1,9 milliards):

Au niveau de la séquestration du carbone par les actions de restauration des sols dégradés et de boisement et reboisement, il y a cinq mesures proposées:

- la régénération naturelle (\$EU 3,5 M);
- l'aménagement des forêts (\$EU 20,1 M);
- le reboisement (\$EU 76,5 M);
- les plantations (\$EU 70,8 M); et
- la fixation des dunes (\$EU 95,4 M).

Au niveau de la substitution à travers les mesures visant à éviter ou limiter les émissions de carbone par la consommation du bois énergie:

- pour les Photo Voltaïque (\$EU 1493,4 M);
- pour les solaires thermiques (\$EU 171,1 M); et
- pour l'économie d'énergie (EU\$238,3 M).

Pour l'agriculture/l'élevage (l'adaptation aux impacts du changement climatique)

\$EU 374 millions sont nécessaire pour protéger le secteur de l'agriculture/de l'élevage contre les effets du changement climatique avec quatre mesures principales:

- l'amélioration de la production des cultures pluviales (\$EU 120 M);
- la promotion des cultures irriguées (\$EU 181,1 M)
- l'amélioration de la production de l'élevage extensif (\$EU 51,6 M); et
- la promotion de l'élevage intensif (\$EU 21,1 M).

EVALUATION DES IMPLICATIONS EN TERMES DES POLITIQUES PUBLIQUES

Pour la foresterie (l'atténuation des gaz à effet de serre)

- Pour la *séquestration*, les **entreprises** sont les entités dont les investissements sont les plus importants pour l'objectif d'atténuation. Le financement provient en grande partie de l'extérieur à travers la récupération des terres, suivi par les plantations, de la fixation biologique des dunes et du reboisement. Les financements des projets communautaires mis en œuvre par les ONGs au profit des communautés et tendant à accroître le puits de carbone sont nécessaires pour combler le gap et atteindre les objectifs fixés par le PANA, le PAM et la SDR.
- Concernant les **ménages**, la régénération naturelle est une opération qui fait de plus en plus ses preuves, avec des moyens très modestes. Cela contribue à l'augmentation du patrimoine forestier et par conséquent un moyen de subsistance et un véritable puits de carbone. Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de financer les projets issus de la SCN et du PAMT à travers les financements REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation), Fonds pour l'Environnement Mondial, fonds d'adaptation, Aide Publique au Développement et autres.
- A propos des **entités gouvernementales**, il est important de maintenir et augmenter le financement du volet

environnement du «Programme Spécial du Président de la république» qui est une initiative issue de l'utilisation du fonds PPTE (Pays Pauvres très Endettés) dont a bénéficié le Niger. Aussi, l'atteinte des objectifs fixés ne pourrait se faire qu'à travers un financement plus consistant des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

- Pour la *substitution*, c'est surtout les **ménages** qui sont les premiers acteurs pour l'atténuation de la pression sur les forêts, l'utilisation du solaire photovoltaïque est prévue dans la SNER. Il a été prévu une opération pour amener la part du solaire PV à 10% à la période de projection. Le Niger bénéficie d'un programme PRASE (Programme Régional d'Accès au Service Energétique de base) qui contribue à l'atteinte des objectifs fixés.

Pour l'agriculture/l'élevage (l'adaptation aux impacts du changement climatique)

- Cette évaluation porte sur des mesures d'adaptation en grande partie axées vers la sécurité alimentaire et devant l'inconfort que créent les aléas climatiques au secteur agricole, moteur de l'économie nationale, principal contributeur à l'accumulation de la richesse nationale et pourvoyeur de travail à la population active du pays. A cet effet, sous la houlette du Gouvernement, qui conduit

Tableaux sommaires des coûts d'investissement incrémentaux

Tableau 1: I&FF sectoriels incrémentaux cumulés (2005-2030) en valeur actualisée (en millions de \$EU 2005), par entité d'investissement et par source de financement

Catégorie d'entité d'investissement	Source des fonds		Atténuation		Adaptation			
			Séquestration	Substitution	Amélioration de la production des cultures pluviales	Promotion des cultures irriguées	Amélioration de la production de l'élevage extensif	Promotion de l'élevage intensif
			$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$
Ménages	Total des I&FF des ménages (tout national)		32,28	1.388,15	65,57	55,53	12,06	4,84
Sociétés entreprises	National	Total sources internes	-	299,34	47,71	39,70	7,58	3,54
	Étranger	APD	-	84,44	0,00	-	-	-
	Total des I &FF des sociétés		124,31	383,78	47,71	39,70	7,58	3,54
Gouvernement	National	Fonds internes (budgétaire)	-	126,92	81,40	106,70	24,50	12,74
	Étranger	Emprunts à l'étranger	-	4,22	-	-	-	-
		APD bilatérale	-	0,99	10,10	100,40	21,56	0,00
		APD multilatérale	-	0,73	-47,93	-147,89	-9,86	0,00
		Total sources étrangères	-	5,94	-37,83	-47,49	11,70	12,74
Total des fonds gouvernementaux		109,7	132,86	43,57	59,22	36,20	12,74	
Total			266,29	1.904,79	120,04	181,12	51,6	21,14

I = Investissement, FF = flux financier

$\Delta I&FF$ = changement progressif des investissements et des flux financiers

Source: Etabli par l'étude

toutes les politiques de développement, les partenaires techniques et financiers, et autres institutions doivent s'engager dans la mise en œuvre de ces mesures d'adaptation, et inciter les ménages, ainsi que les entreprises, à suivre cette voie par des stratégies d'intervention telles que «le cash for work» et l'annulation de taxes et impôts en vue de leur réinvestissement pour la réalisation du scénario.

- De même, il y a des partenaires qui sont disposés à aider à une meilleure structuration du secteur privé, des ONG/AD et à l'accompagnement des Collectivités Territoriales Décentralisées et les organisations communautaires, afin de les amener à tenir des comptabilités plus saines et détaillées. Tout cela pourra contribuer à l'avenir, avec quelques actions de renforcement des capacités, à mener au mieux l'exercice d'analyse des I&FF au Niger.

Tableau 2: Investissements incrémentaux par année (en millions de \$EU 2005)

Année	Atténuation		Adaptation			
	Séquestration	Substitution	Amélioration de la production des cultures pluviales	Promotion des cultures irriguées	Amélioration de la production de l'élevage extensif	Promotion de l'élevage intensif
	$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$	$\Delta I&FF$
2005	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2006	16,88	15,59	-14,38	-7,69	0,24	1,91
2007	16,58	13,05	-8,84	-7,11	-0,03	1,75
2008	15,78	14,61	-7,78	1,51	0,77	1,61
2009	15,34	15,17	-8,67	0,86	0,53	1,48
2010	14,62	16,25	-4,31	3,61	1,26	1,36
2011	14,12	18,67	-0,35	3,06	2,51	2,04
2012	13,44	74,73	4,33	4,06	2,11	1,23
2013	12,92	28,98	1,67	18,43	1,74	0,96
2014	12,31	77,11	2,62	15,91	0,95	0,88
2015	11,79	38,77	3,53	14,87	1,37	0,82
2016	11,23	41,79	4,64	14,25	1,46	0,76
2017	10,74	44,58	4,78	13,60	1,54	0,70
2018	10,21	47,25	5,60	12,93	1,64	0,65
2019	9,75	50,45	6,42	12,24	1,74	0,60
2020	9,28	52,96	7,24	11,52	1,86	0,56
2021	8,83	58,42	8,07	10,78	2,00	0,52
2022	8,40	99,07	8,93	10,01	2,15	0,48
2023	8,18	76,14	9,80	9,21	2,33	0,45
2024	7,61	116,42	10,71	8,38	2,53	0,42
2025	7,23	103,33	11,66	7,51	4,84	0,39
2026	6,86	121,38	12,66	6,61	2,93	0,36
2027	6,52	143,85	13,70	5,67	3,23	0,34
2028	6,20	170,67	14,81	4,69	3,57	0,31
2029	5,89	208,13	15,98	3,65	3,95	0,29
2030	5,58	257,42	17,22	2,56	4,38	0,27
Total	266,29	1.904,79	120,04	181,12	51,60	21,14



Plate-forme des connaissances en français

Le site web du projet www.undpcc.org contient des informations sur les activités au Niger, le méthodologie I&FF, ainsi que de nombreuses ressources.

Septembre 2010

I = Investissement, FF = flux financier
 $\Delta I&FF$ = changement progressif des investissements et des flux financiers
 Source: Etabli par l'étude

Plus d'information sur les activités au Niger

Gousmane Moussa
 Conseiller au SE/CNEDD
imgousmane@yahoo.fr

Pierre Celestin Bengono
 PNUD Niger
pierre.bengono@undp.org

Rebecca Carman
 Chef de projet mondial
 PNUD New York
rebecca.carman@undp.org